

Russie: un acte d'injustice déplorable conduit à l'emprisonnement de deux jeunes militants

Le 4 octobre 2019 par Amnesty International

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/10/russia-two-youth-activists-jailed-in-deplorable-act-of-injustice/>



Yan Sidorov et Vladislav Mordasov

Aujourd'hui, un tribunal de Rostov-sur-le-Don (Russie méridionale) a condamné deux jeunes militants, Yan Sidorov et Vladislav Mordasov, à respectivement six ans et six mois pour l'un, six ans et sept mois pour l'autre, à être détenus dans une colonie pénitentiaire et un troisième, Viacheslav Shashmin, à trois ans de mise à l'épreuve pour tentative d'"organisation de troubles à l'ordre public" et "participation présumée à ces troubles". Denis Krivosheev, Directeur adjoint pour l'Europe orientale et l'Asie centrale, a déclaré : "Yan Sidorov, Vladislav Mordasov et Viacheslav Shashmin sont des prisonniers d'opinion détenus uniquement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et de réunion. Placer derrière les barreaux ces militants des droits humains est un geste déplorable qui conduit à condamner l'état du système judiciaire russe.

Ces jeunes gens ont organisé un piquet de grève pacifique avec rien de plus qu'un bout de papier et un haut-parleur. En qualifiant faussement cette manifestation de violente "d'attroupement portant atteinte à l'ordre public", les enquêteurs russes ont inventé de toutes pièces une histoire destinée à détruire la vie de ces militants et de leurs familles. Denis Krivosheev, directeur adjoint d'Amnesty International pour l'Europe orientale et l'Asie centrale

"Au cours d'un procès manifestement inéquitable, le tribunal a fermé les yeux sur les preuves à l'appui de l'innocence de Yan Sidorov, Vladislav Mordasov et Viacheslav Shashmin. Nous demandons aux autorités russes d'annuler ces condamnations et de libérer immédiatement et sans condition ces deux jeunes gens. Une manifestation pacifique n'est pas un crime et le droit de réunion est inscrit dans le droit international."

Contexte général

Le 4 octobre, le tribunal régional de Rostov-sur-le-Don a déclaré Yan Sidorov et Vladislav Mordasov coupables de "tentative d'organisation d'atteinte à l'ordre public" et les a condamnés à six ans et sept mois de détention dans une colonie pénitentiaire. Dans la même décision, Viacheslav Shashmin a été reconnu coupable de "tentative de participation à des troubles de masse" et condamné à trois ans de mise à l'épreuve.

Ces militants des droits humains ont été poursuivis pour avoir tenté d'organiser en novembre 2017 une manifestation pacifique pour soutenir des habitants de Rostov-sur-le-Don qui avaient perdu leurs maisons lors d'importants incendies en août de la même année. Yan Sidorov et Viacheslav Shashmin avaient 18 ans lorsqu'ils ont été arrêtés en novembre 2017. Vladislav Mordasov avait 21 ans.

Russie: Le blocage arbitraire de l'agence de presse Fergana est une attaque cynique contre la liberté des médias

Le 2 octobre 2019 par Amnesty International

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/10/russia-arbitrary-blocking-of-fergana-news-agency-is-a-cynical-attack-on-media-freedom/>



Le site web de l'agence de presse russe Fergana a été bloqué mardi soir par l'autorité russe de régulation des médias, Roskomnadzor. En réaction à cette information, Natalia Zviagina, directrice du programme Russie d'Amnesty International a déclaré :

"Le blocage du site de l'agence de presse Fergana est une autre attaque arbitraire et cynique contre la liberté d'expression en Russie. Les autorités russes ont modifié la loi en 2012 pour permettre le blocage arbitraire des médias en ligne. Dans le cas présent, ils sont allés bien au-delà de leurs propres règles abusives en bloquant Fergana sans fournir aucune justification.

"Les autorités ont peut-être cru qu'elles pouvaient faire taire Fergana sans que personne ne s'en aperçoive, mais elles ont tort. Les médias indépendants tels que Fergana sont rares en Russie mais, au grand dam des autorités, ils ont une audience fidèle en Russie et au-delà. La lâche décision de bloquer Fergana doit être annulée immédiatement."

[**Roskomnadzor** (russe : Роскомнадзор) est un service exécutif fédéral russe chargé de la supervision dans le domaine des médias, y compris les médias électroniques, les médias de masse, la technologie de l'information et les télécommunications ; de vérifier la conformité avec les lois protégeant le respect des données personnelles et de l'organisation du service de radio-fréquences. Il dépend du ministère des télécommunications et communications de masse de la Fédération de Russie NdT]

Contexte général

Selon la loi fédérale sur l'information, Roskomnadzor a le pouvoir de bloquer l'accès aux sites Internet, mais la même loi stipule que la procédure de blocage doit être précédée d'un avertissement au fournisseur et que le propriétaire du site doit disposer d'un délai suffisant pour réagir quant à la violation signalée. Un site ne peut être bloqué que lorsqu'un fournisseur ou un propriétaire de site refuse ou omet de supprimer ou de restreindre l'accès au contenu identifié comme illicite.

Le comité de rédaction de Fergana n'a reçu aucun avertissement et affirme n'avoir reçu aucune indication sur les informations publiées sur son site ayant été considérées par les autorités comme enfreignant la loi.

C'est tard dans la soirée du 1er octobre que Roskomnadzor a ajouté le site de l'agence de presse Fergana, Fergana.agency, au registre des sites bloqués. Les fournisseurs d'accès Internet ont immédiatement commencé à limiter l'accès au site, le rendant inaccessible en Russie dès le matin du 2 octobre.

L'agence de presse Fergana a été créée en 1998 et est l'un des principaux médias indépendants couvrant les événements en Asie centrale. Bien que le site ait été bloqué à plusieurs reprises dans les cinq États d'Asie centrale par le passé, il est actuellement librement accessible dans toute la région, sauf au Turkménistan.

RUSSIE : JEU DÉLOYAL : LA PERSÉCUTION DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS EN RUSSIE S'INTENSIFIE

Le 17 septembre 2019 par Amnesty International

<https://www.amnesty.org/en/documents/eur46/0950/2019/en/>

Les défenseurs des droits humains en Russie ont toujours été victimes de harcèlement, d'intimidation, d'agressions physiques et d'arrestations arbitraires pour leur travail. Cependant, ces dernières années, le niveau et l'ampleur des représailles auxquelles ils sont confrontés ont considérablement augmenté, à un point tel qu'être un défenseur des droits humains signifie risquer votre réputation, votre liberté et même votre vie. Cette publication donne un aperçu de la désastreuse situation actuelle au travers de plusieurs histoires. Les autorités russes doivent reconnaître ces violations et y faire face, elles doivent veiller à ce que les défenseurs des droits humains soient protégés et puissent faire leur travail sans crainte d'être persécutés.

Rapport: <https://www.amnesty.org/download/Documents/EUR4609502019ENGLISH.pdf>